

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES, COMMERCE EXTERIEUR ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2023/42389]

8 MAI 2023. — Arrêté ministériel déterminant la périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat en faveur de certains membres du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement

La Ministre des Affaires étrangères,

Vu la Constitution, l'article 107, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 1920 concernant l'organisation du Corps diplomatique, l'article 91, remplacé par l'arrêté royal du 23 juin 1972 ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 1920 portant l'organisation du Corps consulaire, l'article 111, remplacé par l'arrêté royal du 23 juin 1972 ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 déterminant la périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat en faveur de certains membres du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2022 ;

Vu le protocole de négociation n° 47 du Comité de secteur VII-Affaires étrangères, conclu le 18 octobre 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 11 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'évolution constante du réseau des missions diplomatiques et postes consulaires à l'étranger ainsi que la modernisation des différents moyens de transport ;

Considérant les développements géopolitiques et sociaux qui sont intervenus les dernières années dans un grand nombre de ces missions diplomatiques et postes consulaires à l'étranger ;

Considérant qu'une telle évolution justifie de revoir la périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat en vue de coller davantage aux réalités politiques et sociales auxquelles sont confrontés les missions diplomatiques et les postes consulaires à l'étranger ;

Considérant la nécessité, pour déterminer cette périodicité, d'élaborer un système de classement des missions diplomatiques et des postes consulaires à l'étranger sur la base de paramètres objectifs qui permettent de rencontrer avec souplesse les besoins nés de cette évolution et de répondre aux situations à venir ;

Considérant que ce souci d'objectivité est rencontré en attribuant à chaque mission diplomatique et chaque poste consulaire à l'étranger une notation en fonction de son rang de pénibilité ;

Considérant l'arrêté royal du 5 mars 2015 portant organisation du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ;

Considérant l'arrêté royal du 21 juillet 2016 fixant le statut des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « membre du personnel » :

a) l'agent de la carrière extérieure ou de la carrière consulaire qui est affecté dans une mission diplomatique ou un poste consulaire à l'étranger ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2023/42389]

8 MEI 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat voor bepaalde personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Gelet op de Grondwet, artikel 107, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1920 betreffende de inrichting van het diplomatiek korps, artikel 91, vervangen door het koninklijk besluit van 23 juni 1972;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 1920 betreffende de inrichting van het consulaire korps, artikel 111, vervangen door het koninklijk besluit van 23 juni 1972;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 augustus 2019 tot vaststelling van de periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat voor bepaalde personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2022;

Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 47 van het Sectorcomité VII-Buitenlandse Zaken, gesloten op 18 oktober 2022;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 11 januari 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973

Overwegende de voortdurende evolutie in het netwerk van diplomatieke missies en consulaire posten in het buitenland en de modernisering van de verschillende vervoermiddelen;

Overwegende de geopolitieke en sociale ontwikkelingen die zich de voorbije jaren in een groot aantal van deze diplomatieke missies en consulaire posten in het buitenland hebben voorgedaan;

Overwegende dat een dergelijke evolutie rechtvaardigt dat de periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat wordt herzien zodat deze beter aansluit bij de politieke en sociale realiteit waarmee de diplomatieke missies en consulaire posten in het buitenland geconfronteerd worden;

Overwegende dat het, om deze periodiciteit te bepalen, noodzakelijk is een systeem te ontwikkelen voor de rangschikking van diplomatieke en consulaire posten in het buitenland op basis van objectieve criteria, die het mogelijk maken om met de nodige soepelheid te voldoen aan de behoeften die voortvloeien uit deze evolutie en om te reageren op toekomstige situaties;

Overwegende dat aan deze nood aan objectivering voldaan wordt door aan iedere diplomatieke missie en iedere consulaire post in het buitenland een waarde toe te kennen in functie van zijn rang van hardship;

Overwegende het koninklijk besluit van 5 maart 2015 houdende de organisatie van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende het koninklijk besluit van 21 juli 2016 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de buitenlandse carrière en de consulaire carrière,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « personeelslid » :

a) de ambtenaar van de buitenlandse carrière of de consulaire carrière die aangesteld is op een diplomatieke zending of een consulaire post in het buitenland;

b) le membre du personnel engagé dans les liens d'un contrat de travail prévoyant une clause de mobilité ou de mutation périodique et qui est affecté dans une mission diplomatique ou un poste consulaire à l'étranger ;

c) l'agent de l'Etat du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement chargé de l'exercice temporaire d'une fonction dans une mission diplomatique ou un poste consulaire à l'étranger ;

2° « partenaire » : la personne qui vit avec le membre du personnel et qui appartient à une des catégories suivantes :

a) le conjoint du membre du personnel ;

b) le cohabitant légal du membre du personnel au sens des articles 1475 à 1479 du Code civil et avec lequel il n'existe pas d'obstacle au mariage au sens des articles 143 à 164 du Code civil ;

c) le cohabitant du membre du personnel dans un pays où la relation de vie commune est légalement réglée et avec lequel il n'existe pas d'obstacle au mariage au sens des articles 143 à 164 du Code civil ;

d) le cohabitant du membre du personnel dans un pays où la relation de vie commune n'est pas légalement réglée, mais avec lequel le membre du personnel a conclu un contrat de vie commune établi par un notaire belge et avec lequel il n'existe pas d'obstacle au mariage au sens des articles 143 à 164 du Code civil ;

3° « enfant à charge » :

a) l'enfant âgé de moins de 18 ans qui appartient à une des catégories suivantes :

1) l'enfant du membre du personnel ;

2) l'enfant du partenaire et qui fait partie du ménage du membre du personnel ;

3) tout enfant qui, dans le cadre de l'aide à la jeunesse et du placement en famille d'accueil, est confié par les autorités compétentes au membre du personnel et à son partenaire ;

b) l'enfant âgé de 18 à 25 ans, qui poursuit des études de plein exercice et qui appartient à une des catégories suivantes :

1) l'enfant du membre du personnel ;

2) l'enfant du partenaire et qui fait partie du ménage du membre du personnel ;

3) tout enfant qui, dans le cadre de l'aide à la jeunesse et du placement en famille d'accueil, est confié par les autorités compétentes au membre du personnel ou à son partenaire.

CHAPITRE 2. — Périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat

Art. 2. La périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat est déterminée par le rang de pénibilité attribué à chaque mission diplomatique et poste consulaire à l'étranger.

Art. 3. Le rang de pénibilité est fixé conformément à l'article 52 de l'arrêté royal du 21 juillet 2016 fixant le statut des agents de la carrière extérieure et de la carrière consulaire.

Art. 4. En fonction du rang de pénibilité, la périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat est fixée comme suit :

1° un voyage par période de trois mois pour le membre du personnel qui est affecté à une mission diplomatique ou un poste consulaire à l'étranger classé au rang de pénibilité 7 ;

2° un voyage par période de six mois pour le membre du personnel qui est affecté à une mission diplomatique ou un poste consulaire à l'étranger classé au rang de pénibilité 6 ;

b) het personeelslid dat in dienst is genomen op grond van een arbeidsovereenkomst die een clausule inzake mobiliteit of periodieke overplaatsing bevat en die is aangesteld op een diplomatieke zending of een consulaire post in het buitenland;

c) de ambtenaar van het Rijkspersoneel van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking die belast wordt met het tijdelijk uitoefenen van een functie op een diplomatieke zending of een consulaire post in het buitenland;

2° « partner »: de persoon die met het personeelslid samenwoont en die tot één van de volgende categorieën behoort :

a) de echtgeno(o)t(e) van het personeelslid;

b) de wettelijk samenwonende van het personeelslid conform de artikelen 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek met wie er geen huwelijksbeletsel is conform de artikelen 143 tot 164 van het Burgerlijk Wetboek;

c) de samenwonende van het personeelslid in een land waar het samenlevingsverband wettelijk geregeld is en met wie er geen huwelijksbeletsel is in de zin van de artikelen 143 tot 164 van het Burgerlijk Wetboek;

d) de samenwonende in een land waar het samenlevingsverband niet wettelijk geregeld is, maar met wie het personeelslid een door een Belgische notaris opgesteld samenlevingscontract heeft gesloten en met wie er geen huwelijksbeletsel is in de zin van de artikelen 143 tot 164 van het Burgerlijk Wetboek;

3° « kind ten laste » :

a) het kind jonger dan 18 jaar dat behoort tot één van de onderstaande categorieën :

1) het kind van het personeelslid;

2) het kind van de partner en dat deel uitmaakt van het gezin van het personeelslid;

3) elk kind dat in het kader van de jeugdhulp en van de plaatsing in een onthaalgezin, aan de zorg van het personeelslid of van de partner door de bevoegde autoriteiten is toevertrouwd;

b) het kind tussen 18 en 25 jaar dat een voltijdse studie volgt en dat behoort tot één van de onderstaande categorieën :

1) het kind van het personeelslid;

2) het kind van de partner en dat deel uitmaakt van het gezin van het personeelslid;

3) elk kind dat in het kader van de jeugdhulp en van de plaatsing in een onthaalgezin, aan de zorg van het personeelslid of van de partner door de bevoegde autoriteiten is toevertrouwd.

HOOFDSTUK 2. — Periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat

Art. 2. De periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat wordt bepaald door de rang van hardship die aan elke diplomatieke zending en consulaire post in het buitenland toegekend is.

Art. 3. De rang van hardship wordt vastgesteld conform artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 juli 2016 tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren van de buitenlandse carrière en de consulaire carrière.

Art. 4. Op basis van de rang van hardship wordt de periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat als volgt bepaald :

1° een reis per periode van drie maanden voor het personeelslid dat is aangesteld op een diplomatieke zending of een consulaire post in het buitenland gerangschikt met de rang van hardship 7 ;

2° een reis per periode van zes maanden voor het personeelslid dat is aangesteld op een diplomatieke zending of een consulaire post in het buitenland gerangschikt met de rang van hardship 6 ;

3° un voyage par période de douze mois pour le membre du personnel qui est affecté à une mission diplomatique ou un poste consulaire à l'étranger classé aux rangs de pénibilité 1, 2, 3, 4 ou 5.

Art. 5. Une périodicité supérieure à celle prévue à l'article 4, 3° peut être octroyée, pour une année déterminée et pour une mission diplomatique ou un poste consulaire déterminé:

- 1° en cas de situation sécuritaire particulière ;
- 2° en cas de pollution extrême.

CHAPITRE 3. — Procédure et modalités

Art. 6. § 1^{er}. La périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat est calculée à partir de la date d'affectation effective du membre du personnel dans la mission diplomatique ou le poste consulaire à l'étranger.

§ 2. Tout congé doit être explicitement et préalablement soumis à l'accord du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

§ 3. Si le membre du personnel n'a pas sollicité le voyage de congé aux frais de l'Etat durant la période déterminée à l'article 4, ce voyage de congé est définitivement perdu.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 3, un dépassement peut être autorisé sur base d'une demande motivée.

§ 5. Le membre du personnel qui a définitivement quitté la mission diplomatique ou le poste consulaire à l'étranger pour être affecté à l'administration centrale ou dans une autre mission diplomatique ou un autre poste consulaire à l'étranger ne peut prétendre aux voyages de congé aux frais de l'Etat qu'il n'a pas sollicités.

§ 6. L'intervention financière de l'Etat couvre tant les frais de voyage du membre du personnel que ceux du partenaire et des enfants à charge qui accompagnent le membre du personnel dans la mission diplomatique ou le poste consulaire à l'étranger.

CHAPITRE 4. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 7. L'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 déterminant la périodicité des voyages de congé aux frais de l'Etat en faveur de certains membres du personnel du Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2023.
Bruxelles, le 8 mai 2023.

H. LAHBIB

3° een reis per periode van twaalf maanden voor het personeelslid dat is aangesteld op een diplomatieke zending of een consulaire post in het buitenland gerangschikt met de rang van hardship 1, 2, 3, 4 of 5.

Art. 5. Voor een bepaald jaar en voor een bepaalde diplomatieke of consulaire post kan een hogere periodiciteit dan die van artikel 4, 3° worden toegestaan;

- 1° in geval van een bijzondere veiligheidssituatie ;
- 2° in geval van extreme verontreiniging.

HOOFDSTUK 3. — Procedure en modaliteiten

Art. 6. § 1. De periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat wordt berekend vanaf de daadwerkelijke aanstellingsdatum van het personeelslid op de diplomatieke zending of de consulaire post in het buitenland.

§ 2. Elke verlof wordt expliciet en voorafgaandelijk ter goedkeuring voorgelegd aan de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

§ 3. Indien het personeelslid de verlofreis ten laste van de Staat niet heeft aangevraagd in de periode bepaald in artikel 4, is deze verlofreis definitief verloren.

§ 4. In afwijking van paragraaf 3 mag een overschrijding toegestaan worden op basis van een gemotiveerd aanvraag.

§ 5. Het personeelslid dat de diplomatieke zending of consulaire post in het buitenland definitief verlaten heeft om aangesteld te worden op het hoofdbestuur of op een andere diplomatieke zending of consulaire post in het buitenland, kan geen aanspraak maken op de verlofreizen ten laste van de Staat die hij niet aangevraagd heeft.

§ 6. De financiële tussenkomst van de Staat dekt zowel de reiskosten van het personeelslid als deze van de partner en van de kinderen ten laste die het personeelslid op de diplomatieke zending of de consulaire post in het buitenland vergezellen.

HOOFDSTUK 4. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 7. Het ministerieel besluit van 1 augustus 2019 tot vaststelling van de periodiciteit van de verlofreizen ten laste van de Staat voor bepaalde personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking wordt opgeheven.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 2023.
Brussel, op 8 mei 2023.

H. LAHBIB

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2023/202203]

23 MAI 2023. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 14 novembre 2022, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, relative à la promotion d'initiatives en faveur des groupes à risque (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande;

Sur la proposition du Ministre du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 14 novembre 2022, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté flamande, relative à la promotion d'initiatives en faveur des groupes à risque.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2023/202203]

23 MEI 2023. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 14 november 2022, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de bevordering van initiatieven ten behoeve van risicogroepen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 14 november 2022, gesloten in het Paritair Subcomité voor de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Vlaamse Gemeenschap, betreffende de bevordering van initiatieven ten behoeve van risicogroepen.